

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 19 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERREAL

5 ANCIEN CHEMIN ROYAL
11400 Lasbordes

Références : UID11/66-C3-2025-492
Code AIOT : 0006600171

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 octobre 2025 dans l'établissement 2 octobre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERREAL
- 5 ANCIEN CHEMIN ROYAL 11400 Lasbordes
- Code AIOT : 0006600171
- Régime : Autorisation
- IED : Oui

Cette usine de la société TERREAL fabrique des briques et accessoires pour la construction.

Thèmes de l'inspection :

- Suite de la visite de 2022,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté n° 2008-11-3341 du 28 avril 2008 complété autorisant les activités du site,
- Contrôle des équipements sous pression (ESP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
11	Collecte des effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.7.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Garanties financières	AP Complémentaire du 03/06/2014, article 12	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Susceptible de suites	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.1	/	Sans objet
8	Forage en nappe	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 24/04/2008, article 4.2.4.2	Susceptible de suites	Sans objet
13	Clôture	Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
14	Garanties financières	AP Complémentaire du 03/06/2014, article 6 et 7	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions réglementaires, dont une partie de façon récurrente, en particulier concernant les rejets atmosphériques et la collecte et la gestion des effluents, qui conduisent l'inspection à proposer de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <p>- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou</p>

extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par la société DEKRA l'inspection périodique des 18 équipements sous pression (ESP) présents sur site en date du 9 août 2022. Lors de la visite, l'exploitant a fourni tous les comptes-rendus de ces inspections qui font état de la conformité des ESP.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Rubrique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Tableau des rubriques

Constats :

Concernant la situation administrative, l'évolution de la nomenclature a modifié la rubrique n° 1530 - Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues et a créé la rubrique n° 1532 - Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues.

Le nouveau classement est le suivant :

1530	5 000 m3	D
1532	5 m3	NC

Le tableau des rubriques nécessite d'être mis à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 1.2.2

Thème(s) : Autre, Situation de l'établissement

Prescription contrôlée :

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles
LASBORDES Lieu-dit Les Alènes	Section B : n°843 et 920 Section ZN : n°28 et 29

Constats :

La zone nord-ouest dite « Ancienne porcherie » n'est pas dans le périmètre de l'autorisation du site. Par conséquent aucune activité n'y est autorisée.

L'exploitant a, depuis la dernière inspection en 2022, procédé à des travaux de nettoyage. Il reste toutefois des produits finis, briques et accessoires, mais aussi des produits en plastiques, des tas d'enrobés et d'autres déchets non dangereux ou inertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- soit supprimer toute activité sur cette zone et en transmettre le justificatifs à l'inspection des installations classées,
- soit déposer un dossier de modification des conditions d'exploitation pour intégrer ce périmètre à celui de l'usine conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement dont l'instruction permettra d'identifier la procédure à suivre (modification notable ou substantielle).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeurs limites (voir tableau AP)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôles pour les deux chaînes de production LSB et LSH réalisés par l'APAVE en novembre 2024.</p> <p>Ces rapports mettent en évidence le respect des valeurs minimales des vitesses d'éjection et des débits, excepté pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rejet du four LSB avec une vitesse d'éjection de 4 m/s pour une valeur minimale de 5 et un débit de 10 232 m³/s pour une valeur minimale de 23 000, le rejet des conduits 2 et 5 du séchoir LSB avec un débit respectivement de 54 112 m³/s et 36 716 m³/s pour une valeur minimale de 110 000, le rejet du dépoussiéreur 14 LVB LSH avec une vitesse d'éjection de 7 m/s pour une valeur minimale de 8 et un débit de 13 137 m³/s pour une valeur minimale de 20 000, le rejet du dépoussiéreur Broyeur LSH avec un débit de 15 247 m³/s pour une valeur minimale de 20 000, le rejet du pre four LSH avec un débit de 5 707 m³/s pour une valeur minimale de 6 000, le rejet du séchoir briques 2 LSH avec un débit de 53 060 m³/s pour une valeur minimale de 60 000, le rejet du séchoir cloison droite et gauche LSH avec un débit respectivement de 24 000 m³/s et 23 767 m³/s pour une valeur minimale de 40 000. <p>A noter que certaines valeurs limites, notamment vitesse d'éjection et débit, ne sont pas mentionnées dans les rapports.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en conformité les rejets atmosphériques des deux chaînes de production LSB et LSH.</p> <p>Ces non-conformités de vitesse d'éjection et de débit sont récurrentes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Concentration</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeur limites (voir tableau AP)</p>

<p>Constats :</p> <p>Concernant le constat fait en 2022 sur le dépassement des valeurs limites en concentration pour le paramètre poussières totales, l'exploitant a mis en place un programme de contrôle et de maintenance des filtres à manches.</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôles pour les deux chaînes de production LSB et LSH réalisés par l'APAVE en novembre 2024.</p> <p>Ces rapports mettent en évidence le respect des valeurs minimales des concentrations pour les différents paramètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets atmosphériques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 3.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Flux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Valeur limites (voir tableau AP)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de contrôles pour les deux chaînes de production LSB et LSH réalisés par l'APAVE en novembre 2024.</p> <p>Ces rapports mettent en évidence le respect des valeurs minimales des flux pour les différents paramètres.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Approvisionnement en eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités à 27 000 m³ sur l'année avec un débit maximal journalier de 80 m³.</p> <p>A l'exception de l'alimentation de l'ordre de 6 m³/j des équipements sanitaires de l'établissement par le réseau public, les approvisionnements doivent provenir, par ordre de priorité selon les disponibilités, des ressources suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une alimentation en eau brute depuis le puits situé à 200 m au nord du site • le réseau public

Le débit maximal prélevé dans la nappe phréatique est de 6 m ³ h et de 14 000 m ³ /an.
Constats : L'exploitant a initié une démarche d'économie d'eau, notamment par la mise en place de compteurs intermédiaires et de sensibilisation du personnel. Son objectif est d'avoir une consommation inférieure à 10 000 m ³ . La consommation d'eau en 2024 était de 15 000 m ³ environ.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Forage en nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'utilisation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : En cas de cessation d'utilisation du puits, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution de la nappe d'eau souterraine. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au Préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué ne pas avoir statué sur l'abandon de l'utilisation de l'eau du forage. Par conséquent, il s'est engagé à remettre en place la maintenance du forage ainsi que les rondes régulières pour vérifier son bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites •
Prescription contrôlée :

<p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir le plan des réseaux avec les informations réglementaires prévues et a indiqué que le plan était toujours en cours d'élaboration.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2008, article 4.2.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni la consigne relative à l'utilisation de la vanne d'isolement située à l'aval du bassin et avant le rejet dans le milieu.</p> <p>Le suivi de la maintenance est réalisé par le programme de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) de la société.</p> <p>Par ailleurs, concernant la zone nord-ouest, l'exploitant a mis en conformité le réseau de collecte des eaux pluviales par l'installation d'un caniveau de collecte.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Collecte des effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que plusieurs caniveaux de collecte des eaux pluviales étaient remplis de boue et ainsi ne permettaient pas la bonne collecte des eaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">• procéder au curage des réseaux de collecte des eaux pluviales,• mettre en place un suivi, formalisé par une consigne, de l'entretien des réseaux de collecte des eaux pluviales. L'exploitant transmettra au service de l'inspection les justificatifs du curage et la consigne d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats :

<p>L'exploitant a fourni le rapport de contrôle des extincteurs du 1^{er} juillet 2025.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni les justificatifs du contrôle des poteaux incendie.</p> <p>Un registre est en place et comporte les informations réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs du contrôle des poteaux incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : Clôture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/04/2008, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Clôture</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que la partie nord-ouest, côté zone « ancienne porcherie » avait été clôturée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2014, article 6 et 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Renouvellement et actualisation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>ARTICLE 6 : RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES</p> <p>Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 5 du présent arrêté.</p>

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

ARTICLE 7 : ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant est tenu d'actualiser tous les cinq ans le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet. La première actualisation intervient 5 ans après la date de signature du présent arrêté.

Le montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 susvisé. L'exploitant transmet avec sa proposition :

- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de transmission.

Constats :

Suite à la visite du 12 avril 2022, l'exploitant a transmis le justificatif de la constitution des garanties financières.

Il est à noter que depuis la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, il n'est plus nécessaire de constituer de garanties financières pour ce type d'activité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/06/2014, article 12

Thème(s) : Autre, Quantité maximale de déchet

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

A tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous, sur la base desquelles le montant des garanties financières fixé à l'article 3 du présent arrêté a été calculé.

Quantité maximale sur site :

- 120 tonnes de déchets non dangereux ;
- 20 tonnes de déchets dangereux.

Constats :

Les deux espaces de stockage (box) des déchets non-dangereux (produits non-conformes) ont une capacité calculée totale de 105 t pour une quantité autorisée de 120 t.

L'exploitant n'a pas pu justifier que la quantité maximale de déchets dangereux présents sur site était inférieure à 20 tonnes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection les justificatifs que la quantité maximale de déchets dangereux présents sur site est inférieure à 20 tonnes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois